Formation Programme de Première - Science Politique

Voter : une affaire individuelle ou collective ?

Boris HERBELOT

Plan :

I. EN QUOI LE VOTE EST-IL UNE AFFAIRE COLLECTIVE ? LES APPROCHES DETERMINISTES DU VOTE

A. En quoi l'environnement de l'électeur détermine-t-il le vote ? Les approches écologiques du vote

1) En quoi l'environnement géographique détermine-t-il le vote ? Le modèle fondateur d'André Siegfried

2) Quels prolongements des approches écologiques du vote ?

B. En quoi les caractéristiques sociales déterminent-elles le vote ? L'explication du vote par les variables lourdes

1) En quoi les variables lourdes déterminent-elles le vote ? Le modèle de Columbia

2) En quoi les variables lourdes du comportement électoral se recompose-t-elles? Le cas du vote de classe et du vote religieux en France

C. En quoi les attitudes politiques déterminent-elles le vote ?

1) En quoi l'identification partisane détermine-t-elle le vote ? Le modèle de Michigan

2) En quoi le vote est-il déterminé par l'intériorisation de systèmes symboliques ? Les travaux de Michelat et Simon

3) En quoi le vote est-il détermine par la structuration de l'offre politique ?

II. EN QUOI LE VOTE EST-IL UNE AFFAIRE INDIVIDUELLE ? LES APPROCHES INDIVIDUALISTES DU VOTE

A. En quoi le vote est-il un choix rationnel ? Les modèles du choix rationnel

1) Comment expliquer le vote à partir des choix rationnels ?

2) Quelles sont les limites de la théorie du choix rationnels ?

B. En quoi les enjeux de l'élection déterminent-ils le vote ? Le modèle du vote sur enjeux

1) En quoi consiste le modèle du vote sur enjeux ?

2) Quelles sont les limites du modèle du vote sur enjeux ?

III. COMMENT EXPLIQUER LA PARTICIPATION ELECTORALE ?

A. Quels facteurs sociaux expliquent la participation électorale ?

1) Quelles caractéristiques sociales favorisent l'abstention ?

2) Quels sont les déterminants sociaux de l'abstention ?

B. Comment les variables contextuelles peuvent-elles expliquer la participation électorale ?

1) En quoi le manque d'enjeux d'une élection peut favoriser l'abstention ?

2) En quoi une offre politique jugée insatisfaisante peut-elle favoriser l'abstention ?

Citations :

« On voit ici que terrains anciens, population éparse, grande propriété et politique de droite vont ensemble ; tandis que terrains calcaire ou d'alluvions, population agglomérée, propriété morcelée et politique démocratique vont de pair ».

André Siegfried, *Tableau politique*, cité dans MAYER, 2014.

« En bref, il semble que le sens des convenances soit un trait plus marquant des préférences politiques que la raison ou le calcul »

Paul Lazarsfeld et alii, *The People's choice*, 1944, cité dans LEHINGUE, 2011.

« Il y a de très fortes chances pour que des gens qui travaillent ensemble ou vivent ensemble ou encore partagent les mêmes loisirs votent pour les mêmes candidats »,

Paul Lazarsfeld et alii, *The People's choice*, 1944, cité dans LEHINGUE, 2011.

« Une personne pense politiquement comme est elle socialement. Les caractéristiques sociales déterminent les caractéristiques politiques. »

Paul Lazarsfeld et alii, *The People's choice*, 1944, cité dans LEHINGUE, 2011.

« Les gens qui avaient le plus lu ou écouté des choses sur la campagne étaient ceux qui étaient le plus imperméables à toute idée qui aurait pu faire changer leur vote. […] L'idée que les gens qui changent d'orientation durant la campagne sont principalement des personnes […] qui sont convaincues par les enjeux d'une élection est à peu près totalement erronée. En fait, ils s'avèrent être presque exactement l'inverse. »

Paul Lazarsfeld et alii, *The People's choice*, 1944, cité dans LEHINGUE, 2011.

« Comme l'acheteur d'une automobile qui n'y connaît rien aux voitures sinon qu'il préfère une marque donnée, l'électeur qui sait seulement qu'il est démocrate ou républicain réagit directement à son allégeance »

Campbell et alii, *The American Voter*, 1960, cité dans MAYER, 2014.

« Les électeurs ne sont pas des imbéciles »

Vladimir O Key, *The responsible Electorate*, 1966, cité dans Mayer, 2014.

« Electeurs et consommateurs sont essentiellement les mêmes personnes. Monsieur Martin consomme et vote. Qu'il soit dans un supermarché ou dans un isoloir, il demeure le même homme. Aussi n'y a-t-il aucune raison de croire que son comportement soit différent quand il se trouve dans l'un ou l'autre lieu. »

Gordon Tullock, *Le marché politique. Analyse économique des processus politiques*, 1978, cité dans DORMAGEN et MOUCHARD (2015).

Bibliographie :

BRECHON Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, PUG, 2006.

DORMAGEN Jean-Yves, MOUCHARD Daniel, *Introduction à la sociologie politique*, De Boeck, 2015.

DOUILLET Anne-Cécile, *Sociologie politique*, Armand Colin, Cursus, 2017.

FOUCAULT Martial, « Les transformations de la sociologie du vote », *Les Cahiers Français*, n°404, 2018.

GOUGOU Florent, « Les mutations du vote ouvrier sous la 5ème République, *Nouvelles fondations*, 2007, n°5.

LEHINGUE Patrick, *Le vote, approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La découverte, 2011.

LEHINGUE Patrick, « Les explications du vote », dans COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, la découverte, 2009.

MAYER Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Armand Colin, 2014.

MAYER Nonna, « Que reste-t-il du vote de classe ? », *Lien social et politiques*, n°49, 2003.

MAYER Nonna, BOY Daniel, « Les « variables lourdes » en sociologie électorale, état des controverses », *Débats et controverses*, n°5, 1997.

MAYER Nonna, « Qui vote pour qui et pourquoi ? Les modèles explicatifs du choix électoral », *Pouvoirs*, n°120, 2006.

MUXEL Anne, « Abstention : défaillance citoyenne ou expression démocratique », *Cahiers du conseil constitutionnel*, n°23, février 2008.

TIBERJ Vincent, La politique des deux axes, variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007) », *Revue Française de Science Politique*, n°62, 2012.

Définitions des notions-clés :

***Abstention** : Au sens strict, comportement électoral consistant pour une personne en âge de voter et inscrite sur les listes électorales à choisir de ne pas voter au cours d'une élection donnée (au sens large, on peut considérer que la non-inscription sur les listes électorales relève également de l'abstention, dans ce cas, l'abstention correspond à tous les comportements de non participation).*

*Le **taux d'abstention** correspond, pour une élection donnée, à la proportion de personnes inscrites sur les listes électorales qui n'ont pas participé au vote, soit : nombre d'abstentionnistes/nombre d'inscrits sur les listes électorales x 100.*

***Comportement électoral :** choix effectués lors d'une élection par un individu quant au fait de participer ou de s'abstenir et quant au type de vote exprimé (orientation électorale).*

***Identification partisane :** attachement affectif et durable d'un individu à un parti politique (transmis lors de la socialisation, notamment lors de la socialisation familiale),*

***Participation électorale** : comportement électoral consistant pour une personne en âge de voter et inscrite sur les listes électorales à choisir de voter au cours d'une élection donnée (cela même si elle vote blanc ou nul).*

*Le **taux de participation** correspond, Pour une élection donnée, à la proportion de personnes inscrites sur les listes électorales qui ont participé au vote, soit : nombre de votants/nombre d'inscrits sur les listes électorales x 100 (parfois, ce taux est calculé en rapportant le nombre de votants à toutes les personnes en âge de voter, qu'elles soient inscrites ou non sur les listes électorales).*

***Politisation** : processus conduisant au développement chez un individu d'un intérêt pour la politique et d'une compétence politique (connaissance du système politique et de ses enjeux).*

***Variables lourdes du comportement électoral :** caractéristiques sociodémographiques (religion, âge, sexe, groupe socioprofessionnel,…) qui influencent le comportement électoral. Les variables lourdes produisent des choix électoraux stables dans le temps, durablement éloignés de la moyenne.*

***Vote sur enjeu :** le choix de l'électeur dépend des enjeux propres à chaque élection (les grands thèmes qui sont au cœur de la compétition électorale). Les électeurs possèdent des prédispositions politiques qui découlent de leur socialisation. Ces prédispositions se cristallisent durant l'élection en fonction d'éléments qui sont spécifiques à chaque élection. Parmi ces éléments on trouve donc des enjeux particuliers. Ces enjeux rentrent alors en résonance plus ou moins forte avec les prédispositions des électeurs et les conduisent à faire des choix électoraux.*

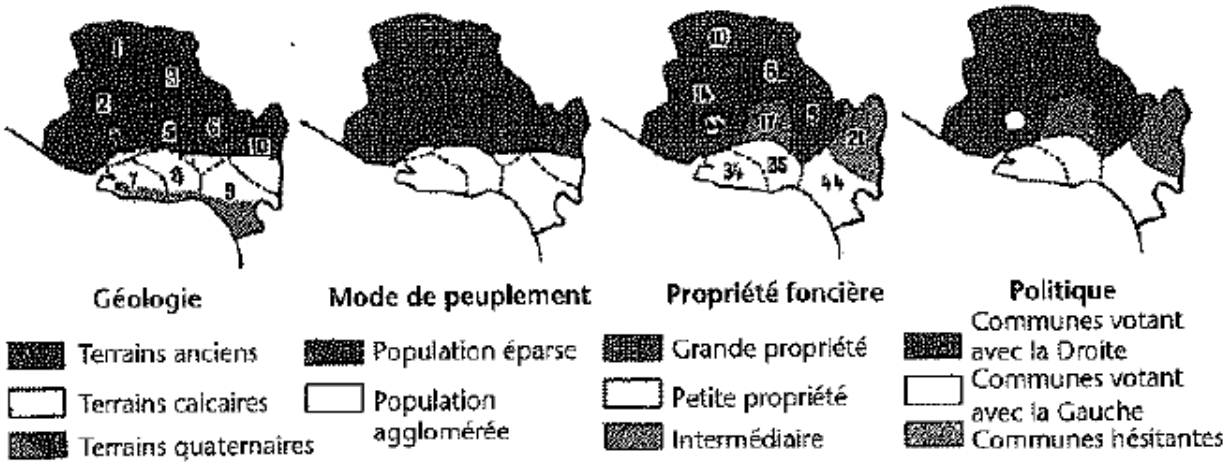
***Volatilité électorale :** Changement dans le comportement électoral entre deux élections. Il peut s'agir d'un changement dans la participation (vote ou abstention) ou d'un changement dans l'orientation électorale.*

Doc. 1 : « Tableau synthétique de l'analyse d'André Siegfried »

Géographie	Bocage (centre et nord)	Plaine
Géologie	Granit	Calcaire
Densité démographique	Faible	Forte
Relations sociales	Très intermittentes Penchants autarciques	Fréquentes Forte sociabilité
Régime de propriété foncière	Concentrée (nobles ou bourgeoisie)	Morcelée (petite et moyenne)
Exploitations agricoles	Fermiers, métayers dépendants	Petits propriétaires indépendants
Cléricalisme	Puissant	Faible
Structure sociale	Hiérarchique d'allure féodale	Démocratie égalitaire
Votes	Droite	Gauche

Source : LEHINGUE Patrick, *Le vote, approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La découverte, 2011.

Doc. 2 : « Analyse cartographique d'André Siegfried »



Source : LEHINGUE Patrick, *Le vote, approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La découverte, 2011.

Doc. 3 : « L'indice de prédisposition politique du modèle de Columbia »

Tableau 15. **Scores conventionnels de l'indice de prédisposition politique en fonction des trois critères retenus**

Religion / SES	Protestant		Catholique	
	Rural	Urbain	Rural	Urbain
A B	1	2	3	4
C+	2	3	4	5
C–	3	4	5	6
D	4	5	6	7

Tableau 16. **Indice de prédisposition politique (IPP) et votes**

IPP / Votes	1	2	3	4	5	6-7
Démocrate	26 %	27 %	39 %	56 %	70 %	83 %
Républicain	74 %	73 %	61 %	44 %	30 %	17 %

Source : LEHINGUE Patrick, *Le vote, approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La découverte, 2011.

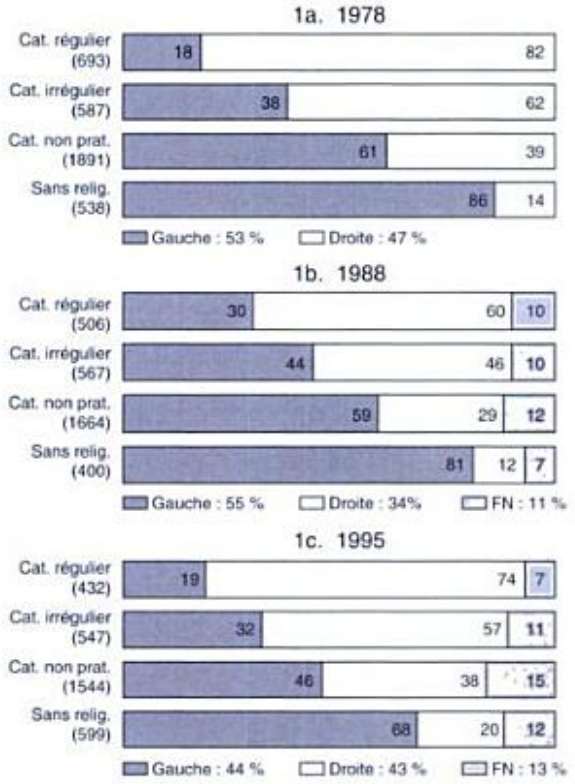
Doc. 4 : « Vote selon les caractéristiques sociales aux Etats-Unis, élection présidentielle de 2008 »

Tableau 21. ***Exit polls*, CNN, 4 novembre 2008 (13 660 répondants)**

Variable	J. McCain (républicain)	B. Obama (démocrate)	Autres
Revenu			
– 15 000 dollars	25 %	**73 %**	2 %
15 000-30 000 dollars	37 %	**60 %**	3 %
30 000-50 000 dollars	43 %	**55 %**	2 %
50 000-75 000 dollars	49 %	**48 %**	3 %
75 000-100 000 dollars	48 %	**51 %**	1 %
+ 100 000 dollars	50 %	**48 %**	2 %
Pratique religieuse			
Protestants	54 %	**45 %**	1 %
(dont pratiquants au moins une fois/semaine)	*(67 %)*	*(32 %)*	*(1 %)*
Catholiques	45 %	**54 %**	1 %
(dont catholiques peu pratiquants)	*(40 %)*	*(58 %)*	*(2 %)*
Juifs	21 %	**78 %**	1 %
Autres religions	22 %	**73 %**	5 %
Aucune religion	23 %	**75 %**	2 %
Lieu de résidence			
Villes + 500 000 h.	28 %	**70 %**	2 %
Villes 50 000-500 000 h.	39 %	**59 %**	2 %
« Banlieue » (*suburbs*)	48 %	**50 %**	2 %
Villes 10 000-50 000 h.	53 %	**45 %**	2 %
Rural	53 %	**45 %**	2 %

Source : LEHINGUE Patrick, *Le vote, approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La découverte, 2011.

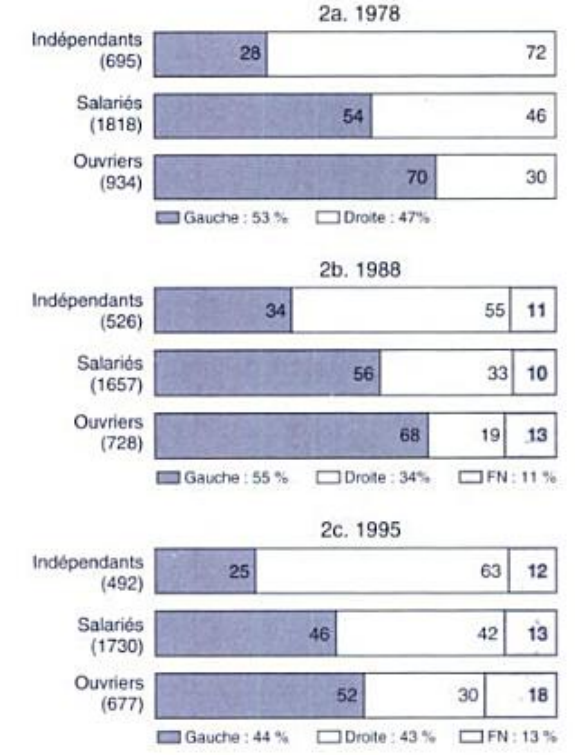
Doc. 5 : « Vote selon la pratique religieuse aux élections législatives et présidentielles en France »



Sources : Enquêtes post-électorales CEVIPOF 1978, 1988, 1995.

Source : DORMAGEN Jean-Yves, MOUCHARD Daniel, *Introduction à la sociologie politique*, De Boeck, 2015.

Doc. 6 : « Vote selon le statut de l'emploi et l'appartenance au groupe ouvrier aux élections législatives et présidentielle sen France »

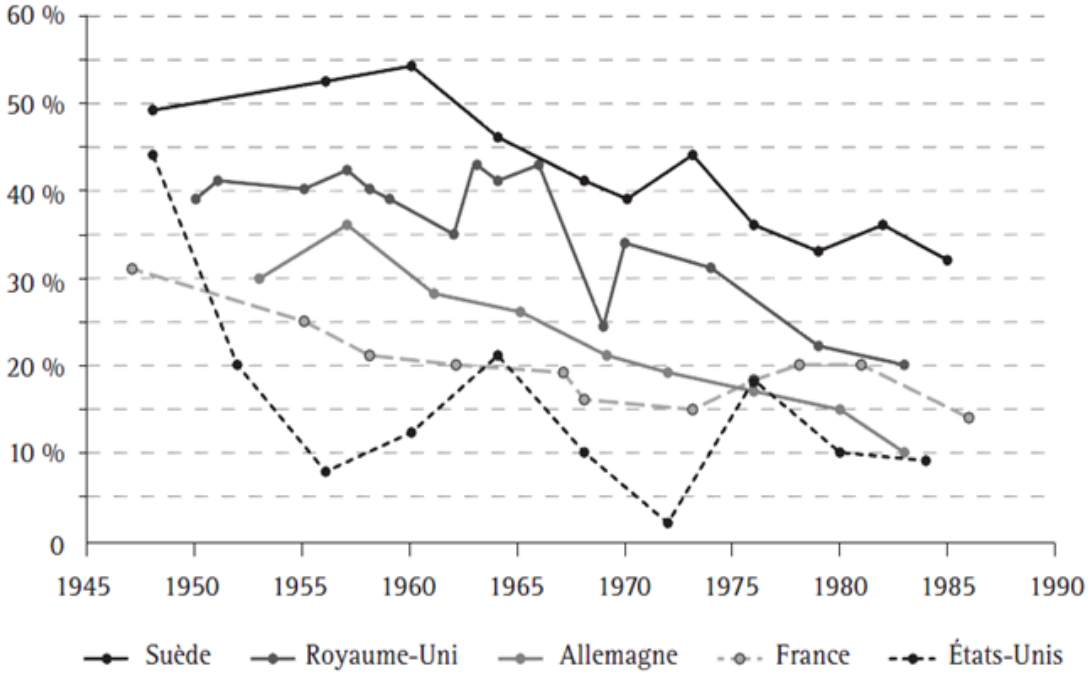


Sources : Enquêtes post-électorales CEVIPOF 1978, 1988, 1995.

Source : DORMAGEN Jean-Yves, MOUCHARD Daniel, *Introduction à la sociologie politique*, De Boeck, 2015.

Doc. 7 : « L'indice d'Alford »

Le sociologue américain Robert Alford mesure ce « vote de classe » à l'aide d'un indicateur simple portant son nom, promis à un grand avenir. L'indicateur retient deux classes, celles des ouvriers et celle des non-ouvriers, et deux votes, de gauche (travailliste) ou de droite (conservateur). Il se calcule par soustraction entre la proportion des ouvriers (manuels) et celle des non-ouvriers (non manuels) qui votent pour la gauche. Si à une élection donnée tous les ouvriers votent pour la gauche (100%) et aucun des électeurs non-ouvriers (0%), l'indicateur prend la valeur de 100, c'est un vote de classe parfait. Si la proportion d'ouvriers et de non-ouvriers qui votent pour la gauche est identique, l'indice tombe à 0, il n'y a pas de vote de classe. On peut même imaginer un indice négatif ou un vote de classe inversé, si la proportion de non-ouvriers votant pour la gauche dépasse celle des ouvriers.



Source : MAYER Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Armand colin, 2010.

Doc. 8 : « Evolution du vote ouvrier en France (comparé à la moyenne nationale) »

	1978	1988	1995	2002	2007
Gauche	70 %	63 %	49 %	43 %	40 %
	(53)	(49)	(41)	(43)	(38)
	+ 17	+ 14	+ 8	0	+ 2
Droite	30 %	20 %	30 %	31 %	44 %
	(47)	(36,5)	(43,5)	(37,5)	(52)
	– 17	– 16,5	– 13,5	– 6,5	– 8
Extrême droite		17 %	21 %	26 %	15,5 %
		(14,5)	(15,5)	(19,5)	(10)
		+ 2,5	+ 5,5	+ 6,5	+ 5,5

Sources : enquêtes Cevipof. Les chiffres ne portent malheureusement que sur les seuls suffrages exprimés.

Source : LEHINGUE Patrick, *Le vote, approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La découverte, 2011.

Doc. 9 : « Vote pour la gauche, la droite et l'extrême droite, selon la CSP (en %) »

Premier tour présidentielle 1995	Gauche	Droite	Le Pen	N
Indépendants	23	64	13	(432)
dont :				
Agriculteurs	24	68	8	(165)
Artisans	25	57	18	(146)
Commerçants	21	64	15	(110)

Premier tour présidentielle 1995	Gauche	Droite	Le Pen	N
Cadres et professions intermédiaires	49	42	9	(926)
dont :				
Professions libérales	34	66	0	(44)
Cadres/Ingénieurs	43	52	5	(177)
Professeurs	69	29	2	(68)
Information/Art/Spectacle	76	24	0	(21)
Instituteurs	64	31	5	(108)
Professions paramédicales	45	45	10	(137)
Professions intermédiaires	42	48	10	(193)
Contremaîtres	48	27	25	(97)
Techniciens	53	30	16	(73)
Employés	42	43	15	(864)
dont :				
Employés de commerce	34	47	19	(120)
Empl. administration/entreprise	44	41	15	(534)
Personnel de service	42	45	13	(183)
Ouvriers	52	30	18	(677)
dont :				
Ouvriers qualifiés	51	30	18	(486)
Ouvriers non qualifiés	55	27	18	(170)
Ouvriers agricoles	52	48	0	(21)
Étudiants	55	38	7	(237)
Total	44	43	13	(3 970)

Sources : Enquêtes post-électorales CEVIPOF 1995.

Source : DORMAGEN Jean-Yves, MOUCHARD Daniel, *Introduction à la sociologie politique*, De Boeck, 2015.

Doc. 10 : « Vote à droite au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 selon le niveau de patrimoine et l'intégration au catholicisme »

	Patrimoine possédé			Ensemble
	0 ou 1 élément	2 éléments	3 éléments ou +	
Catholique pratiquant régulier	62	68	68	66
Catholique pratiquant irrégulier	39	49	56	48
Catholique non pratiquant	34	33	43	36
Sans religion	17	14	18	17
Ensemble	32	38	46	38

Source : BRECHON Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, PUG, 2006.

Doc. 11 : « Vote de gauche au premier tour de l'élection présidentielle 1995 en fonction de la CSP et du statut »

CSP/secteurs	Public	Privé	Indépendants
Agriculteurs			Agriculteurs : 24 %
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise			Commerçants : 21 % Artisans : 25 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professeurs : 63 %	Cadres, ingénieurs : 43 %	Prof. libérales : 34 %
Professions intermédiaires	Instituteurs : 64 %	Contremaîtres : 48 %	
Employés	Employés secteur public : 49 %	Employés de commerce : 34 % Personnels de service : 42 %	
Ouvriers	Ouvriers secteur public : 59 %	Secteur privé : 50 %	

Source : LEHINGUE Patrick, *Le vote, approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La découverte, 2011.

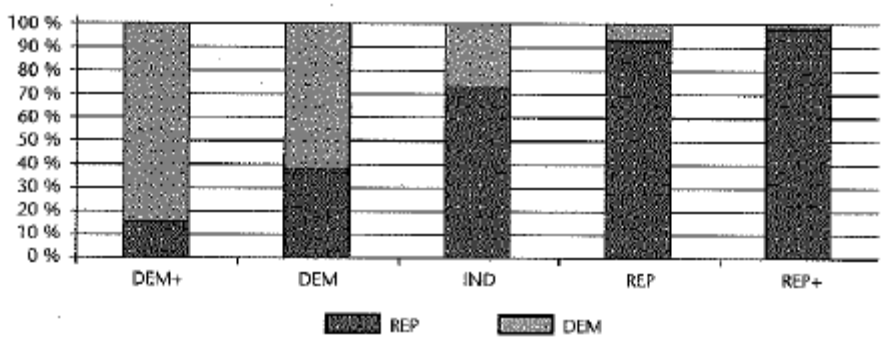
Doc. 12 : « La transmission familiale de l'identification partisane aux Etats-Unis en 1958 (*The American Voter*) »

	Un ou deux parents politiquement actifs			Aucun parent politiquement actif		
IP Enquêté	Les deux parents démo-crates	Les deux parents répu-blicains	Pas de préfé-rences conjointes	Les deux parents démo-crates	Les deux parents répu-blicains	Pas de préfé-rences conjointes
Démocrate	79 %	14 %	47 %	76 %	17 %	35 %
Indépen-dant	12 %	13 %	26 %	19 %	16 %	26 %
Répu-blicain	8 %	71 %	26 %	4 %	66 %	32 %
Apolitique	1 %	2 %	1 %	1 %	1 %	7 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
N =	333	194	135	308	187	199

Sources : Campbell *et al.* [1960, p. 147].

Source : LEHINGUE Patrick, *Le vote, approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La découverte, 2011.

Doc. 13 : « Vote à l'élection présidentielle de 1956 selon l'identification partisane (*The American Voter*) »



Source : LEHINGUE Patrick, *Le vote, approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La découverte, 2011.

Doc. 14 : « Intentions de vote pour les principaux candidats à l'élection présidentielle de 2002 selon le position gauche/droite (en % horizontaux) »

	Gauche (position 1-2)	Position 3	Position 4	Position 5	Droite (position 6-7)	Sans réponse
Arlette Laguiller	34	25	25	8	3	6
Olivier Besancenot	43	33	14	6	1	5
Robert Hue	76	17	4	1	0	2
Lionel Jospin	36	47	12	3	1	2
Jean-Pierre Chevènement	15	31	29	17	6	3
Noël Mamère	27	40	23	6	1	3
Jean Saint-Josse	6	18	30	26	14	6
François Bayrou	2	11	38	33	15	2
Jacques Chirac	1	2	20	44	32	2
Alain Madelin	0	7	34	43	16	1
Jean-Marie Le Pen	7	12	17	18	42	5

Source : BRECHON Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, PUG, 2006.

Doc. 15 : « Constitution de la conscience de classe »

Plusieurs enquêtés, recourent spontanément à l'autobiographie, relatent la façon dont cette expérience de la vie les a amenés à une « prise de conscience » inséparablement sociale et politique, favorisée par les deux moments essentiels du passage à l'âge adulte : l'entrée dans la vie professionnelle et le mariage. Car dès lors, on est amené, parce qu'on affronte « la vraie vie » à se poser « les vraies » questions. Formation du sentiment de classe et formation des opinions en matière politique marchent du même pas. On est inséré dans de nouveaux milieux de socialisation, l'entreprise, avec ce que cela signifie d'expérience des rapports sociaux et d'exposition aux influences, notamment syndicales ; et/ou le quartier, où l'on rencontre les organisations politiques, là où elles existent, par la médiation des relations de voisinage. *« Enfin, évidemment, j'ai côtoyé des gens, ils se trouve que, dans mes relations il y avait des communistes, il y avait des socialistes »*. En ces temps, où, très souvent, on passait encore directement de l'univers familial à celui du travail, on découvre la réalité des relations entre patrons et ouvriers : pas le même camps, pas la même classe. (…) : *« J'avais un patron qui lisait Le Figaro en ce temps-là. J'avais été lui demander une augmentation, il dit : « si ça te plait pas, tu peux t'en aller ». C'est là que j'ai eu l'occasion de rentrer aux chemins de fer, je suis parti … Voyez, le patron, tout de suite, c'était le patron, pourtant c'était un petit patron, alors je me demande ce que ça doit être les gros patrons »*.

Source : MICHELAT Guy et SIMON Michel, *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements*, Presses de sciences Po, 2004.

Doc. 16 : « les espaces de socialisation ouvrières »

L'influence familiale doit peu à une inculcation volontaire : *« on en discutait pas tellement, j'ai pris ses opinions … comme ça, mais sans … non, on n'a jamais eu de discussions vraiment politiques »* ; *« En plus, il y a la famille dans laquelle je vais rentrer, c'est la même chose, ce sont des ouvriers, donc obligatoirement, j'ai cette influence qui petit à petit est en moi »*. Ainsi le choix politique s'enracine dans l'enfance (et notamment le rapport au père). On le vérifie avec ses propres enfants, d'autant plus naturellement portés aux mêmes idées qu'ils appartiennent à la même classe. Constance dans ses propres convictions, continuité de la lignée, fidélité à la classe se renforcent (et se signifient) mutuellement. (…) Ce qui compte pour un fils d'ouvrier qui avait 8 ans en 1936, ce sont les pratiques vécues au sein d'un milieu de socialisation bien plus large que le noyau familial (le quartier, les copains). Des épisodes le marquent, comme les grèves, évoqués non sans nostalgie (car maintenant, c'est-à-dire en 1978, ce n'est plus pareil), avec leurs deux caractéristiques : « la masse » et « l'entente ». et c'est par le père qu'on les a connus. Mémoire du groupe et mémoire individuelle sont indissociables.

Source : MICHELAT Guy et SIMON Michel, *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements*, Presses de sciences Po, 2004.

Doc. 17 : « La question de la dépolitisation des catégories ouvrières »

Par rapport à la fin des années 1970, les enquêtes les plus récentes, dont celle de 2002, ne font guère apparaître d'indices de « dépolitisation », qu'il s'agissent de l'ensemble de la population ou des catégories ouvrières. Certes, plus on est ouvrier moins on se dit aujourd'hui intéressé par la politique. Mais c'était déjà vrai en 1978, et l'écart ne s'est pas creusé. Au demeurant, qu'il s'agisse des questions économiques et sociales, ou des problèmes de sécurité la demande d'Etat, donc en un sens de politique, ne semble pas avoir faibli, bien au contraire. Ce n'est donc pas de ce côté, qu'il faut chercher l'explication des bouleversements idéologiques et politiques intervenus dans les deux dernières décennies. En revanche, la relation au système politique est marquée par deux évolutions majeures. On constate en premier lieu, depuis 1988, une forte poussée des propensions protestataires et d'une attitude favorable aux mobilisations par lesquelles elles s'expriment (grève, manifestation de rue, …). (…) La tendance est à une déconnexion accrue entre ces deux formes d'intervention « directes » par lesquelles on affirme ses opinions et/ou on fait valoir ses intérêts. (…) Le second changement, le rapport à la politique institutionnelle donne tous les signes d'une crise profonde. (…) La désaffection vis-à-vis des assemblées élues et plus généralement des cadres de la démocratie représentative est générale. (…) Elle se double d'un jugement négatif sur le fonctionnement du système politique, et d'une hostilité au personnel qui l'incarne, sans commune mesure avec ce qu'on relevait il y a 20 ans. (…) On est à mille lieues d'un « apolitisime » qui signifierait passivité satisfaite ou indifférence. (…) Tout ne s'explique pas en termes de handicaps.

Source : MICHELAT Guy et SIMON Michel, *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements*, Presses de sciences Po, 2004.

Doc. 18 : « Le vote de classe et la rupture de 1993 »

Dans les années 1960, le vote de classe (…) correspond (…) à un certain nombre de réalités. D'une part, le vote varie significativement en fonction de la classe sociale d'appartenance. D'autre part, plus on appartient à la classe ouvrière, plus on vote à gauche, en particulier communiste. Cet « alignement de classe » culmine en 1978. Par rapport à cette situation une première rupture intervient dans la période 1978-1988. Le vote communiste marque un recul sévère, et ce d'autant plus que s'élève le degré d'appartenance à la classe ouvrière. Ces défections profitent essentiellement au PS (…). De la sorte, jusqu'à cette date, le vote de classe en faveur de la gauche ne connaît pas de recul vraiment significatif. (…) une seconde rupture se produit à l'occasion de l'élection de 1993. C'est cette fois, le PS, et avec lui la gauche dans son ensemble, qui se voient abandonnés par une importante fraction de ceux qui constituaient jusqu'alors leurs plus fermes soutiens. (…) Dans le même temps, si la réticence ouvrière à l'encontre de la droite parlementaire ne faiblit pas, le vote Front national s'affirme. (…) Il est d'autant plus fréquent que le degré d'appartenance à la classe ouvrière est plus élevé. Au sens objectif du terme, il a désormais toutes les caractéristiques d'un vote de classe. Enfin, toujours à partir de 1933, la non-participation électorale devient massive. Elle concerne tous les groupes sociaux. Elle est, elle aussi, d'autant plus répandue qu'on appartient davantage au groupe ouvrier. (…) Au total, il y a bien à la fois permanences et ruptures. Les relations entre appartenance de classe et vote sont loin d'avoir disparues. Mais elles ont changé de sens. Plus on est ouvrier, plus on continue de voter à gauche. Mais cet « effet de classe » s'est considérablement affaibli. Il se manifeste au contraire fortement à propos du vote Front national, et à un degré moindre, du non-vote. Le « vote de classe » identifié à une propension sélective du groupe ouvrier à voter pour la gauche, a fortiori pour la gauche communiste, a bien évidemment connu une régression considérable.

Source : MICHELAT Guy et SIMON Michel, *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements*, Presses de sciences Po, 2004.

Doc. 19 : « Le vote frontiste des ouvriers »

Le vote d'extrême droite est d'autant plus fréquent qu'on appartient davantage à la classe ouvrière. Il en va de même de « l'antilibéralisme protestataire ». On pouvait donc penser que ceci explique cela, le vote frontiste prenant la relève du vote communiste comme produit et expression d'un « anticapitalisme » ouvrier archaisant. Tel n'est pas du tout le cas. En milieux populaires et ouvriers, le vote d'extrême droite est au mieux équiprobable, que l'on soit favorable ou non à l'idéologie libérale. (…) L'influence persistante des attitudes socio-économiques sur les choix électoraux ne diminue en rien celle, devenue considérable, des attitudes en matière éthique et culturelle (…). Premier constat : quelle que soit la classe sociale d'appartenance, le racisme anti-immigrés, l'autoritarisme sécuritaire et répressif, le sentiment d'insécurité, la « peur de l'autre » font fortement obstacle au vote pour la gauche. Dans la mesure où ces attitudes sont d'autant plus fréquentes qu'augmente le degré d'appartenance à la classe ouvrière, leur diffusion au cours des deux dernières décennies, et la place prise dans le débat public par les enjeux correspondants contribuent puissamment à expliquer (…) le vote en faveur de la droite (…) et aurait du profiter à une droite parlementaire qui, si elle répudie traditionnellement les excès continue de faire de l'ordre et de l'autorité ses valeurs de référence. Ce n'est pas ce qui s'est produit. (…) Plus on est passionnément hostile aux immigrés et porté aux attitudes autoritaires et répressives, plus on tend à voter pour l'extrême droite frontiste plutôt que pour la droite « d'établissement » (…). Cette référence est d'autant plus marquée qu'on appartient au groupe ouvrier. Les « manque à gagner » de la droite parlementaire s'expliquent dans une large mesure par cette concurrence de l'extrême droite. (…) Cette hostilité aux immigrés est certes associée à un ensemble d'attitudes, de représentations et d'affects qui toutes, pris isolément, détournent du vote de gauche, favorisent un vote pour la droite parlementaire et rendent probable le vote de l'extrême droite : conviction qu'il est des races supérieures aux autres, sentiment d'être délogé de chez soi par « l'invasion » immigrée, attachement à « nos » valeurs traditionnelles, autoritarisme et dispositions répressives. Mais seule l'association de ces attitudes ethnocentriques et autoritaires avec l'hostilité aux immigrés, exprimée sur le mode le plus extrême, débouche sur un vote frontiste fréquent. Sous cette condition, la crainte du chômage, celle d'être agressé, l'inquiétude pour les acquis sociaux, le sentiment de « mal vie » majorent les chances de voter pour l'extrême droite. C'est donc seulement quand s'établit dans les esprits une relation causale entre, d'aune part, ces facteurs de frustration et d'anxiété, et d'autre part, la présence des immigrés qu'il y a vote significatif ou fréquent pour l'extrême droite. Sinon il n'y a pratiquement pas de vote frontiste. Plus on est ouvrier, plus est fréquente l'adhésion à ce syndrome autoritaire et xénophobe. Plus on est ouvrier, plus également sont répandues les craintes et les frustrations sociales et sociétales qui, lorsqu'on est très ethnocentrique, augmentent encore la propension à voter pour l'extrême droite. La relation entre le degré d'appartenance ouvrière et la fréquence du vote frontiste trouve là une grande partie, sinon l'essentiel, de son explication. (…) quelle que soit l'autoposition des individus sur l'axe gauche-droite, le vote frontiste est d'autant plus fréquent qu'on appartient davantage à la classe ouvrière. On retrouve là des caractéristiques qui en font un phénomène original, en rupture avec tout ce qu'on connaît de l'histoire politique française, au moins depuis la fin du 19ième siècle.

Source : MICHELAT Guy et SIMON Michel, *Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements*, Presses de sciences Po, 2004.

Doc. 20 : « Sociologie des votes Le Pen aux premiers tours de l'élection présidentielle (en %) »

	1988	1995	2002	2007
Ensemble	15	15	17	11
Sexe				
Hommes	18	19	20	12
Femmes	11	12	14	9
Profession (PCS)				
Agriculteur	10	10	22	10
Patron	19	19	22	10
Cadre et PIS	14	4	13	7
Profession intermédiaire	15	14	11	5
Employé	14	18	22	12
Ouvrier	17	21	23	16
Diplôme				
Primaire	15	17	24	13
Primaire supérieur	17	20	21	13
Bac	13	12	15	8
Bac+2	10	13	11	3
Supérieur	9	4	7	4
Religion				
Catholique pratiquant régulier	13	8	12	5
Catholique pratiquant irrégulier	13	13	18	10
Catholique non pratiquant	16	19	20	12
Sans religion	10	14	15	12

Source **:** Nonna Mayer dans *Nouveau manuel de science politique*, La découverte, Grands repères, 2009.

Doc. 21 : « Vote aux élections législatives de 1997 selon l'âge et le nombre d'attaches ouvrières »

Vote FN				
attaches ouvrières	*aucune*	*une*	*deux*	*trois*
– 40 ans	13 %	17 %	25 %	47 %
40 ans et +	13 %	11 %	17 %	22 %
Vote de gauche				
attaches ouvrières	*aucune*	*une*	*deux*	*trois*
– 40 ans	51 %	56 %	58 %	40 %
40 ans et +	36 %	51 %	58 %	58 %

Lecture : ce tableau ne s'attache qu'aux enquêtés inscrits sur les listes électorales, ayant voté et déclaré leur vote et s'étant — par définition — prêtés au jeu de l'enquête.
La variable générationnelle apparaît, pour la population ouvrière, comme particulièrement discriminante (écart de 18 à 25 points entre les plus et les moins de 40 ans sur le vote de gauche ou le vote FN). « L'ouvriéro-lepenisme touche prioritairement les nouvelles générations ouvrières, les plus touchées par la crise et qui n'ont pas les repères politiques de leurs aînés. Les ouvriers plus âgés, de la génération qui, dans les années 1970, se distinguaient par un vote préférentiel pour le PC, restent majoritairement fidèles à la gauche » [Chiche et Mayer, 2002, p. 44].

Source : Mayer [1999].

Source : LEHINGUE Patrick, *Le vote, approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La découverte, 2011.

Doc. 22 : « Vote de gauche et vote Le Pen à l'élection présidentielle de 1995, attributs ouvriers et sentiment subjectif d'appartenance »

Classe « objective »	**Classe « subjective »**					
Attributs ouvriers	**Classe ouvrière**		**Classe autre qu'ouvrière**		**Aucune classe**	
	Gauche	FN	Gauche	FN	Gauche	FN
0	62 %	12 %	38 %	10 %	34 %	7 %
1	52 %	17 %	42 %	15 %	38 %	19 %
2	62 %	7 %	53 %	16 %	41 %	22 %

Source : Chiche et Mayer [2002].

Source : LEHINGUE Patrick, *Le vote, approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La découverte, 2011.

Doc. 23 : « Répartition du vote au premier tour de l'élection présidentielle 2017 (en %) »

		J.L. Mélenchon	E. Macron	F. Fillon	M. Le Pen
Sexe	Homme	21	23	18	24
	Femme	17	25	21	20
Age	18-24 ans	30	18	9	21
	25-34 ans	24	28	8	24
	35-49 ans	22	21	11	29
	50-59 ans	21	21	13	27
	60-69 ans	15	26	27	19
	70 ans et +	9	27	45	10
PCS	Cadre	19	33	20	14
	Profession intermédiaire	22	26	13	19
	Employé	22	19	8	32
	Ouvrier	24	16	5	37
	Retraité	12	26	36	14
Statut	Salarié	21	24	11	26
	- dont salarié du privé	20	25	12	26
	- dont salarié du public	23	23	9	27
	Indépendant	24	24	16	21
	Chômeur	31	14	8	26
Niveau de diplôme	Inférieur au baccalauréat	17	19	19	30
	Baccalauréat	21	24	15	24
	Bac + 2	22	26	22	15
	Au moins bac + 3	20	30	24	9
Niveau de revenu du foyer	Moins de 1250 €	25	14	12	32
	De 1250 € à 2000 €	23	18	15	29
	De 2000 € à 3000 €	18	25	17	20
	3000 € et +	16	32	25	15
Religion	Catholique	13	23	28	22
	- dont pratiquant régulier	8	20	51	11
	- dont pratiquant occasionnel	13	23	27	22
	- dont non pratiquant	17	22	16	29
	Autre religion	23	23	21	15
	Sans religion	28	25	7	23
Lieu de résidence	Rural	18	21	19	23
	Moins de 20 000 hab.	20	23	17	25
	Entre 20 000 et 100 000 hab.	21	26	18	24
	Plus de 100 000 hab.	20	24	21	21
	Paris	19	29	25	14

Sondage réalisé par Internet par IPSOS du 19 au 22 avril 2017, sur 4698 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

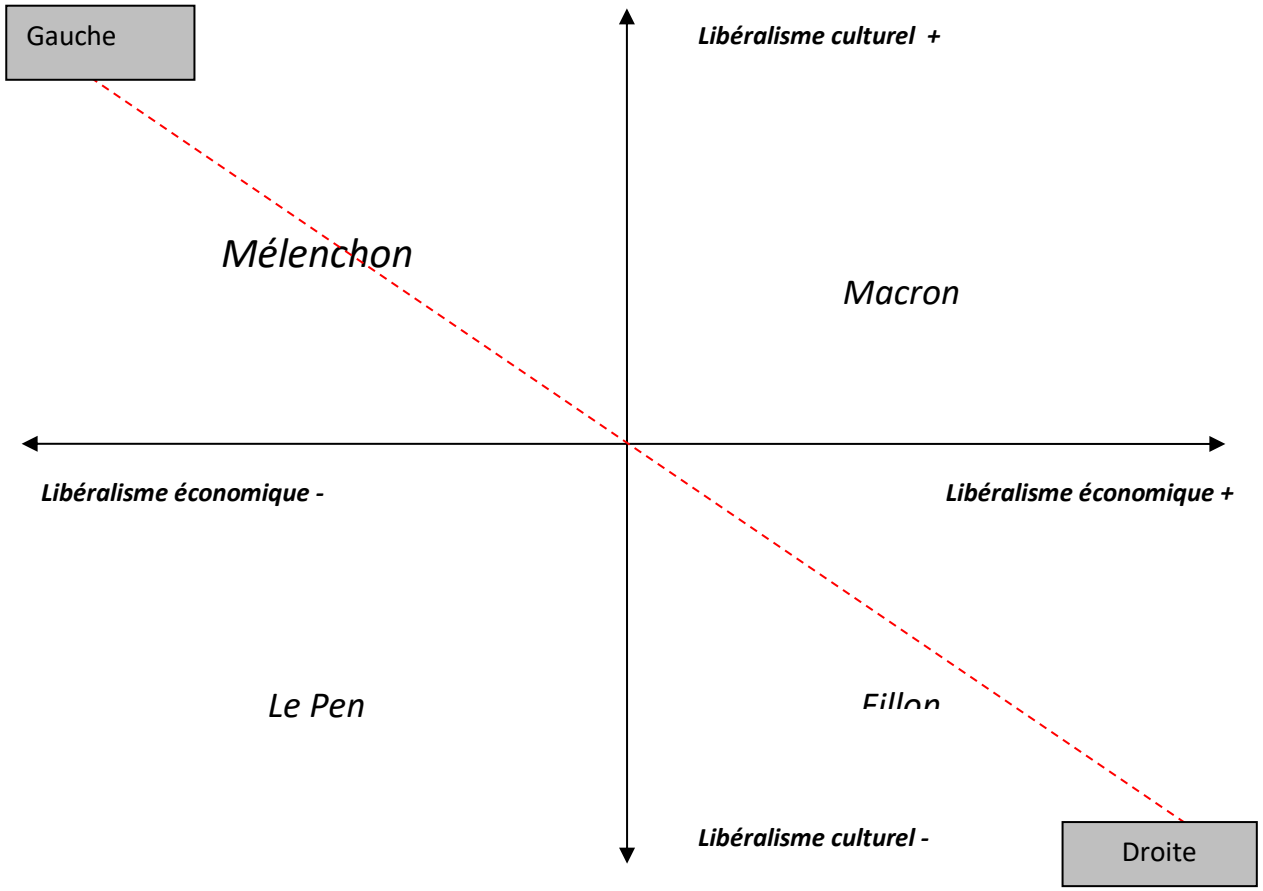
Doc. 24 : « Répartition du vote au second tour de l'élection présidentielle 2017 (en %) »

		E. Macron	M. Le Pen	Ensemble
PCS	Cadre	82	18	100
	Profession intermédiaire	67	33	100
	Employé	44	56	100
	Ouvrier	54	46	100
	Retraité	74	26	100
Niveau de diplôme	Inférieur au baccalauréat	55	45	100
	Baccalauréat	64	36	100
	Bac + 2	69	31	100
	Au moins bac + 3	81	19	100
Niveau de revenu du foyer	Moins de 1250 €	55	45	100
	De 1250 € à 2000 €	59	41	100
	De 2000 € à 3000 €	64	36	100
	3000 € et +	75	25	100

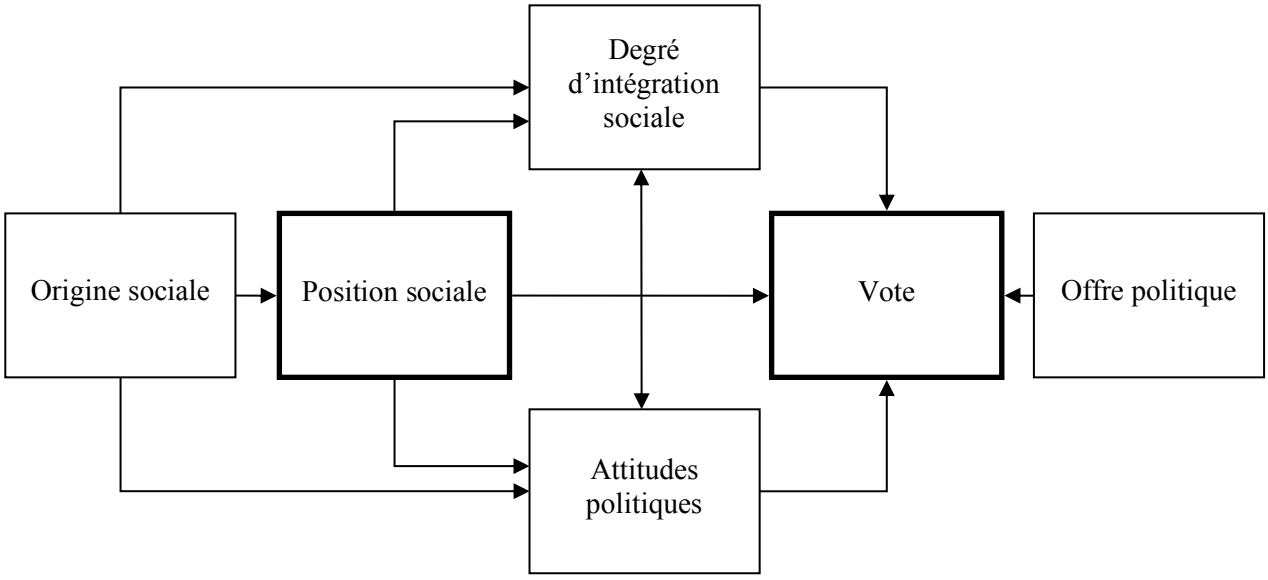
Sondage réalisé par Internet par IPSOS du 4 au 6 mai 2017, sur 4698 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Doc. 25 : „Parmi les thèmes suivants, quels sont ceux qui ont eu/auront le plus d'importance pour vous lors de votre vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017? (3 réponses possibles) "

Doc. 26 : « Libéralisme culturel, libéralisme économique et clivages politiques »



Doc. 27 : « Les modèles déterministes d'explication du vote »



Doc. 28 : « Stabilité et mobilité électorale en France de 1981 à 1995 »

Date enquête	**Législatives 1986**	**Législatives 1993**	**Présidentielles 1995**
Stables de gauche	25	22	20
Stables de droite	25	27	24
Mobiles intra-gauche	5	10	9
Mobiles intra-droite	5	3	9
Mobiles gauche droite	11	14	12
Sous-total mobiles	21	27	30
Abstentionnistes à au moins 2 scrutins sur trois	29	25	26

Source : Jaffré et Chiche « Mobilité, volatilité et perplexité » 1997, cité dans BRECHON Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, PUG, 2006.

Doc. 29 : « Stabilité et mobilité électorale entre les élections de 1995 et de 1997 »

Stabilité	53
- de gauche	17
- de droite	23
- abstention	13
Mobilité	48
- intra gauche	6
- intra droite	3
- d'abstention à vote	8
- de vote à abstention	19
- de gauche à droite	2
- de droite à gauche	5

Nonna Mayer, Daniel Boy, « Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997) », *Revue Française de science politique,* 2000

Doc. 30 : « Le modèle de l'électeur rationnel »

Anthony Downs (1957) peut être considéré comme l'un des pères fondateurs des théories de l'électeur rationnel. Il considère l'ensemble des acteurs politiques comme appliquant un calcul de rationalité. Les partis sont stratèges et essaient de recueillir le maximum de voix. Pour cela, ils doivent connaître les attentes des électeurs et adopter un programme qui en tienne compte. (…) si les partis sont rationnels dans l'élaboration de leurs programmes, les électeurs aussi. Chaque citoyen est considéré comme un homo oeconomicus qui cherche par son vote à maximiser ses gains. Il votera donc pour le parti qui lui offrira plus de gain que les autres, qui lui garantit mieux la réalisation de ses attentes utilitaires. Ce modèle suppose que l'électeur est capable de calculer ce qu'il peut attendre de chaque candidat et donc hiérarchiser ainsi ses préférences en faveur de celui qui présente pour lui la plus forte utilité. Ceci suppose de pouvoir anticiper sur ce que feront les candidats s'ils sont élus et donc de juger si leurs promesses sont réalistes. L'électeur tout à fait rationnel devrait donc avoir les capacités d'anticipation et être très bien informé sur la vie politique, économique et sociale du pays où de l'ère géographique sur laquelle porte le vote. (…) Le choix électoral ne serait fait que sur la base d'une rationalité limitée, en fonction d'une information parcellaire et sélective, mais suffisante pour faire un choix ayant un minimum de sens. »

Source : BRECHON Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, PUG, 2006.

Doc. 31 : « Le modèle du vote sur enjeux »

L'ouvrage de Nie, Verba et Petrocik *« The changing american voter »* (1976) est resté le symbole d'une remise en cause forte du paradigme de Michigan et de la réhabilitation d'un électeur plus autonome. L'électeur change, et il est de moins en moins convaincu par les grands partis. (…) L'affiliation semble de moins en moins se transmettre au cours de la socialisation familiale, les jeunes prenant une indépendance plus forte à l'égard de toutes les valeurs parentales. Alors que les générations âgées restent fidèles à leur parti de toujours, les plus jeunes manifestent beaucoup moins de sympathie partisane. (…) Le vote semble de plus en plus une décision prise avant chaque élection, en fonction des débats politiques du moment et des personnalités des candidats. (…) La pratique du *split ticket* (ou vote partagé) a eu tendance à se développer aux Etats-Unis : certains électeurs ne font pas le même choix partisan pour les élections présidentielles et pour les élections au Congrès. Cette pratique peut cependant avoir des motivations très différenciées : elle peut correspondre à des choix faits avant tout en fonction des personnalités candidates à chaque type d'élections, elle peut tenir aux enjeux du moment et à la position des candidats par rapport à eux, elle peut viser à assurer un équilibre entre les deux partis par volonté de modération, elle peut encore être liée à ce qu'on attend de chaque type d'élu. Le vote sur enjeux désigne un choix électoral qui ne se fait donc plus en fonction d'appartenances sociales ou partisanes, mais en fonction de problèmes ayant une certaine importance dans le débat politique. En effet, il ne suffit pas qu'une question existe théoriquement pour qu'elle constitue un enjeu électoral. Un problème ne devient un enjeu électoral qu'à partir du moment où il est mis à l'agenda, c'est-à-dire discuté dans l'espace public et objets de débats entre partis politiques. Un exemple peut être donné. La répression de la délinquance est mise en œuvre par tous les pouvoirs politiques parce qu'il y a une législation qui existe et des sanctions appliquées. On peut en théorie discuter du bon niveau de répression, ce que les spécialistes font en permanence. Mais à certaines époques, du fait d'une conjoncture événementielle particulière et/ou du fait des fortes demandes des acteurs sociaux sur le sujet, la répression peut devenir un enjeu politique important : chaque parti est amené à se positionner par rapport à cet enjeu saillant de société et à proposer des mesures sur le sujet (par exemple supprimer les allocations familiales aux familles ayant des enfants mineurs délinquants). Si ce problème reste fort dans une campagne électorale, la position que le parti a prise peut inciter certains électeurs à voter pour lui ou à la rejeter (…). Va aussi jouer dans le choix électoral le fait qu'un parti soit crédible par rapport à la position qu'il prend sur un enjeu électoral. Les enjeux des élections ne sont pas les mêmes selon le type de période et de conjoncture. Il est évident que les enjeux ne seront pas identiques en période de plein-emploi ou de chômage élevé, en situation d'inflation galopante ou de stabilité des prix, en période de conflit international ou de paix (relative). Parler de vote sur enjeux suppose que plusieurs conditions soient réunies : l'électeur doit avoir une compétence politique suffisante pour identifier les enjeux du moment et les positions des différents partis et candidats sur ces sujets, il doit avoir des préférences personnelles sur les principaux enjeux et être capable de les hiérarchiser. L'électeur devrait voter pour le candidat le plus proche de ses préférences sur l'enjeu prioritaire ou sur les principaux enjeux. »

Source : BRECHON Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, PUG, 2006.

Doc. 32 : « La campagne électorale et le vote sur enjeux »

Chaque élection se joue dans une conjoncture économique et politique particulière, susceptible de peser sur les choix électoraux. Mais tous les problèmes de l'heure ne sont pas nécessairement déterminants au moment de voter. La campagne a pour effet de construire l'agenda politique, de sélectionner et hiérarchiser les enjeux. Et ils mobilisent inégalement les électeurs. Pour que ces préoccupations deviennent un enjeu électoral, trois conditions doivent être remplies, il faut :

- que les électeurs aient une opinion sur la question et lui accordent de l'importance ;
- que leurs opinions soient nettement tranchées ;
- et qu'ils perçoivent de claires différences dans les positions des partis sur ces mêmes questions.

Les enjeux « de position » sur lesquels existent des politiques alternatives clairement identifiables susciteront donc plus facilement un vote sur enjeu que les enjeux « de valence » sur lesquels partis et électeurs convergent. A supposer que ces conditions soient remplies, reste à déterminer dans quelle mesure ce n'est pas l'attirance de l'électeur pour un candidat ou sa préférence partisane qui conditionnent sa position sur tel ou tel enjeu. Il est plus facile de faire la part entre ces différents facteurs quand émergent des enjeux nouveaux, particulièrement importants ou dramatiques, entraînant des réalignements électoraux. (…) Hormis les moments exceptionnels qui provoquent des « réalignements » de grande ampleur, quel est le poids ordinaire du vote sur enjeu ? Le panel électoral français 2002 permet d'en prendre la mesure à l'occasion du scrutin présidentiel de la même année. Dès son discours du 14 juillet 2001, Chirac place l'insécurité au cœur de la campagne, critiquant le bilan des socialistes sur l'insécurité et lançant le thème de « l'impunité zéro ». En août, les chiffres de la délinquance publiés par le Ministère de l'Intérieur montrent une recrudescence spectaculaire de la violence sur le territoire. Ils nourrissent un débat qui va prendre de l'ampleur tout au long de la campagne, marquée par des faits divers parfois sanglants : hold-up à répétition, attaque de convoyeurs de fonds, tuerie au conseil municipal de Nanterre fin mars, mort d'un policier lors de l'attaque du commissariat de Vannes à la Kalachnikov, début avril. Il y a aussi une spectaculaire remontée des actes antisémites, depuis la reprise de l'Intifada en septembre 2000. (…) Tous ces incidents sont relayés par les médias, qui leur accordent une place privilégiée. A partir du 1er janvier 2002 les auditeurs et spectateurs ont été trois fois plus souvent exposés aux questions d'insécurité qu'aux questions de l'emploi. (…) Par ailleurs, la perception des enjeux reflète clairement l'orientation politique des personnes interrogées. Les électeurs de droite se montrent plus préoccupés par la délinquance, ceux de gauche par le chômage et les inégalités sociales. Seuls deux électorats se démarquent clairement, celui des écologistes et des lepénistes. Les premiers attachent autant d'importance à la pollution qu'au chômage, les seconds placent à égalité l'immigration et la délinquance. A la différence des candidats généralistes comme Chirac et Jospin, Mamère et Le Pen apparaissent étroitement spécialisés sur un seul enjeu et crédibles sur lui seulement. L'ensemble des personnes interrogées juge le candidat des Verts de loin le plus compétence sur les questions de pollution, et celui du FN sur les questions d'immigration

Source : BRECHON Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, PUG, 2006.

Doc. 33 : « Les enjeux les plus importants au moment de voter à l'élection présidentielle de 2002, enquête du CEVIPOF »

Enjeux cités en premier rang comme les plus importants au moment du vote	% de ceux qui les citent en premier rang	% de ceux qui les citent parmi les trois premiers rangs
Le chômage	33	61
La délinquance	20	57
Les inégalités sociales	14	39
L'immigration	7	19
Les retraites	5	27
La pollution	5	18
Le fonctionnement de l'école	3	16
La baisse des impôts	3	18
La lutte contre le terrorisme	3	15
Les scandales politiques	2	10
La construction européenne	2	15
Sans réponse	1	4
La souveraineté de la France	1	4

Sources : CEVIPOF — PEF 2002.

Source : DORMAGEN Jean-Yves, MOUCHARD Daniel, *Introduction à la sociologie politique*, De Boeck, 2015.

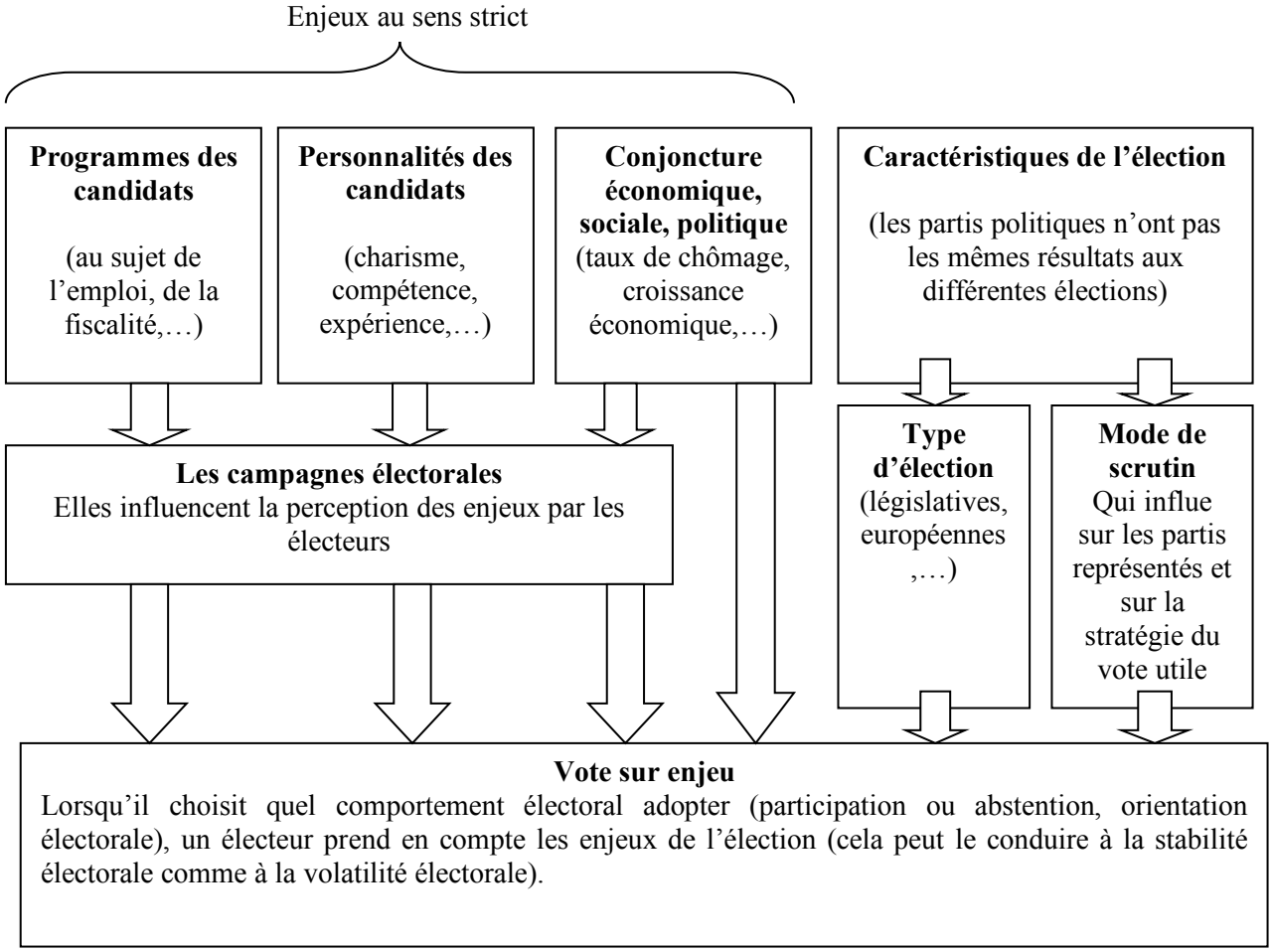
Doc. 34 : « Les candidats qui proposent les meilleures solutions à l'enjeu du chômage, selon le positionnement politique des électeurs, élection présidentielle de 2002, enquête du CEVIPOF »

	Choisissent comme meilleur candidat pour le chômage		
	Plutôt à gauche	Plutôt du centre	% de l'ensemble des électeurs
A. Laguillier	8	5	8
D. Glückstein	1	-	0,5
O. Besancenot	2	1	1
R. Hue	7	-	1
L. Jospin	30	5	9
C. Taubira	1	-	-
J.-P. Chevènement	2	2	3
N. Mamère	1	1	1
C. Lepage	-	0,5	-
J. Saint-Josse	-	-	0,5
E. Bayrou	0	3	2
C. Boutin	-	0,5	-
J. Chirac	1	16	6
A. Madelin	1	5	2
J.-M. Le Pen	1	4	0,5
B. Mégret	1	1	0,5
Aucun	18	23	23
Sans réponses	27	33	43

Sources : CEVIPOF — PEF 2002

Source : DORMAGEN Jean-Yves, MOUCHARD Daniel, *Introduction à la sociologie politique*, De Boeck, 2015.

Doc. 35 : « Le vote sur enjeu : quels sont les enjeux d'une élection ? »



Attention : le vote sur enjeu ne signifie pas que les électeurs ont une parfaite connaissances des enjeux (il peut également être le fait d'électeurs peu politisés), mais que leur vote est influencé par ce qui constitue pour eux les enjeux de l'élection.

Doc. 36 : « Stabilité et mobilité politique de 1993 à 1995 selon le groupe socioprofessionnel, la pratique religieuse, la position sur l'échelle gauche/droite et l'intérêt pour la politique »

	Stables dans la Gauche	Mobiles	Stables dans la Droite	*Effectif*
Pratique religieuse :				
Pratiquants réguliers	16	10	74	*369*
Pratiquants irréguliers	25	11	64	*439*
Non pratiquants	43	12	45	*1119*
Sans religion	63	10	27	*386*
Groupe socio-prof. :				
Indépendants	18	8	74	*379*
Salariés	46	7	47	*733*
Ouvriers	41	15	44	*1104*
Position sur échelle :				
Extrême gauche (1)	88	8	4	*162*
Gauche (2,3)	85	10	5	*758*
Centre (4)	27	24	49	*469*
Droite (5, 6)	2	7	91	*892*
Extrême droite (7)	1	6	93	*132*
Intérêt politique :				
Beaucoup	49	5	46	*369*
Assez	41	8	51	*1006*
Peu	34	15	51	*812*
Pas du tout	30	20	50	*271*

Enquête CEVIPOF/SOFRES 1995 (à l'exclusion des sans réponse pour chacun des indicateurs).

Source : MAYER Nonna, BOY Daniel, « Les « variables lourdes » en sociologie électorale, état des controverses », *Débats et controverses*, n°5, 1997.

Doc. 37 : « Vote à l'élection présidentielle de 1995 selon le vote aux élections législatives de 1993 »

L 1993	EG, PC	Gauche	Ecologie	Droite	ED	*Effectif*
EG, PC	58	29	2	6	5	*218*
Gauche	13	70	3	9	5	*778*
Ecologie	19	25	26	23	7	*118*
Droite	2	5	1	81	11	*1204*
E D	2	2	1	10	86	*119*

Enquête CEVIPOF/SOFRES 1995, non votants et sans réponse exclus. Lire : 5% de ceux qui ont voté EG, PC en 1993 ont voté ED en 1995.

Source : MAYER Nonna, BOY Daniel, « Les « variables lourdes » en sociologie électorale, état des controverses », *Débats et controverses*, n°5, 1997.

Doc. 38 : « Intérêt pour la campagne, volatilité électorale selon le nombre de « cross pressures » selon le modèle de Columbia »

Tableau 19. **Intérêt pour la campagne en fonction du nombre d'injonctions contradictoires**

Nombre de *cross pressures* / Intérêt	Aucune	Une	Plus
Faible	56 %	69 %	73 %
Élevé	44 %	31 %	27 %
Total	100	100	100

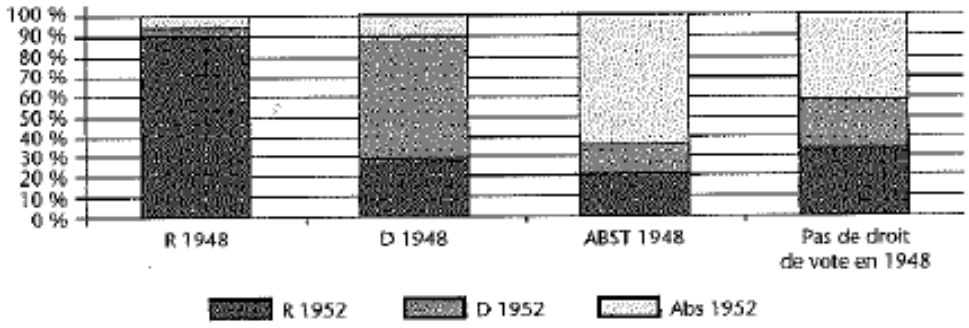
Tableau 20. **Volatilité électorale, intérêt pour la campagne et nombre de *cross pressures***

Nombre de *cross pressures*	0 ou une		2 ou plus		
Intérêt	Élevé	Faible	Élevé	Faible	
Type d'électeurs					
Constants	35 %	44 %	8 %	13 %	100
One party-changers	14 %	48 %	9 %	29 %	100
Two party-changers	5 %	31 %	13 %	51 %	100

Les *constants* n'ont jamais changé d'intention de vote et à 79 % (35 + 44) sont composés d'électeurs peu soumis à des pressions contradictoires, et 43 % (35 + 8) d'électeurs affichant un fort intérêt pour la campagne.
Pour les *one party-changers* oscillant entre un parti et l'indécision, la proportion d'électeurs « peu ou pas socialement tiraillés » descend à 62 %, celle affichant un intérêt pour la campagne n'est plus que de 23 %.
Les *two party-changers* (peu nombreux dans le panel — n = 45 — ce qui relativise la fausse précision des chiffres) ont modifié radicalement leur intention de vote, passant d'un parti à l'autre. Les deux tiers d'entre eux (64 %) sont des *cross pressures*, et les quatre cinquièmes (82 %) avouent un faible intérêt pour la campagne électorale.

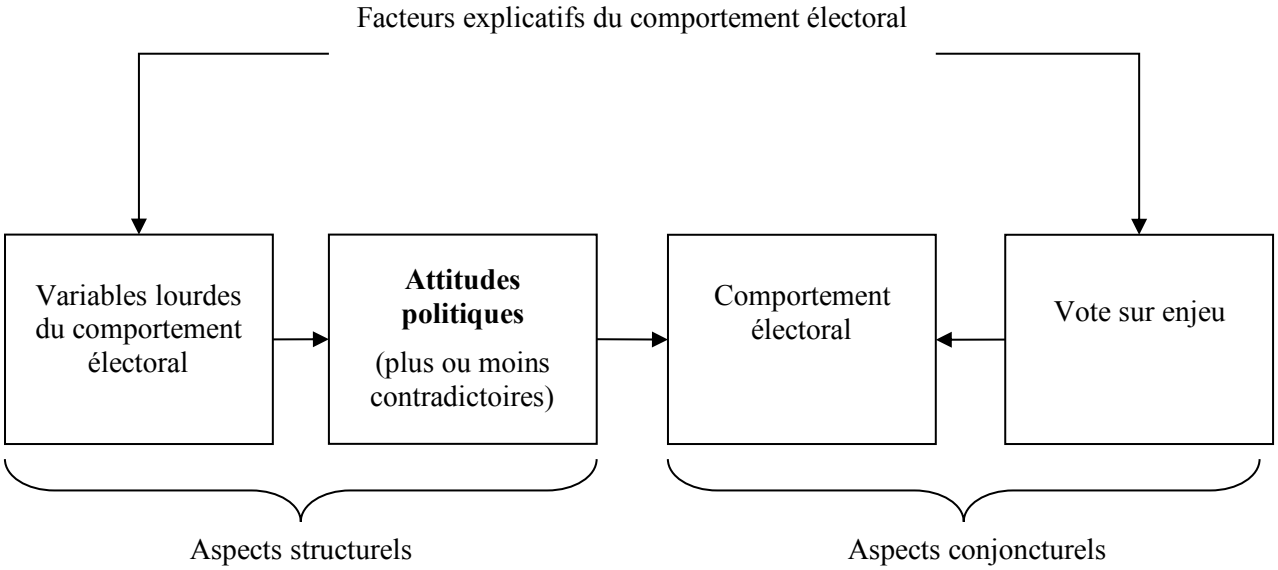
Source : LEHINGUE Patrick, *Le vote, approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La découverte, 2011.

Doc. 39 : « Trajectoires électorales entre les élections présidentielles américaines de 1948 et de 1952 selon l'école de Michigan »



Source : LEHINGUE Patrick, *Le vote, approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, La découverte, 2011.

Doc. 40 : « Un modèle explicatif du vote »



Doc. 41 : « La complémentarité des modèles explicatifs des comportements électoraux »

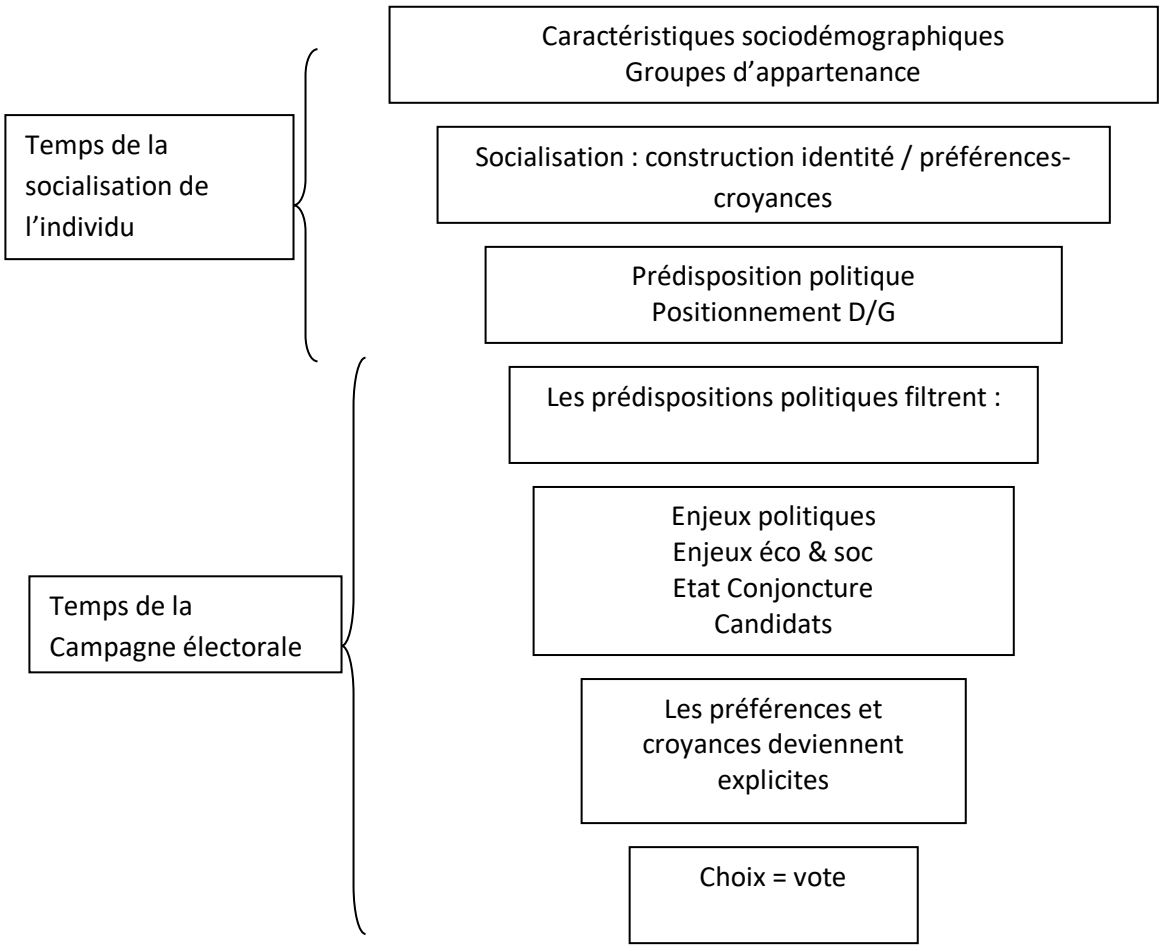
« Les modèles du comportement électoral sont en fait plus complémentaires qu'opposés. Tout comme le consommateur au moment de décider d'un achat important, l'électeur réfléchit et tient compte dans chaque cas de l'offre électorale, de la personnalité des candidats et des enjeux qui apparaissent fondamentaux à un moment donné. Mais sa perception du moment est en fait marquée par son système de valeurs, lui-même plus ou moins dépendent d'une situation sociale et d'une socialisation familiale. Il y a donc à la fois de la permanence et du changement dans les choix opérés au moment de chaque vote. Comme le disaient déjà Mayer et Perrineau (1992) *« L'électeur n'est ni prisonnier du carcan des variables sociologiques, ni « vibrion » sans attaches réagissant au gré de la conjoncture. Son choix est le fruit d'un processus où se mêlent facteurs structurels et conjoncturels, à long terme et à court terme, politiques et socioculturels. La socialisation politique ne s'arrête pas avec l'enfance, c'est un phénomène toujours recommencé. Chaque individu appartient simultanément et successivement à une multitude de groupes aux sous-cultures spécifiques. Ces influences diverses et parfois contradictoires forment des sensibilités de droite ou de gauche. Mais ces potentialités ne se réalisent que dans le cadre d'une élection donnée en fonction de l'intérêt qu'elle suscite, de l'offre partisane, de l'équation personnelle des candidats, de la campagne qu'ils vont mener, des problèmes de l'heure. Chaque élection est singulière et laisse place aux stratégies des électeurs, à un choix rationnel » ».*

Source : BRECHON Pierre, *Comportements et attitudes politiques*, PUG, 2006.

Doc. 42 : « L'entonnoir de causalité de l'école de Michigan »

« A l'entrée de l'entonnoir de causalité (*qui replace les éléments susceptibles d'influencer le processus de décision électorale dans leur ordre chronologique*), il y a les structures économiques, sociales et partisanes qui composent l'environnement politique familier des électeurs depuis l'enfance. Au bout le plus étroit il y a les caractéristiques propres à l'élection considérée telles que la nature du scrutin, la configuration des candidatures, la conjoncture économique et politique dans laquelle elle se déroule, et les problèmes abordés durant la campagne. Le lien entre les deux bouts de la chaîne est fourni par les attitudes politiques formées à l'égard des enjeux, des candidats et surtout à l'égard des partis, objets plus durables. Si le milieu familial et professionnel, le lieu de résidence, l'appartenance religieuse, le groupe ethnique n'influencent pas directement le vote, ils façonnent les identités et les valeurs des individus, leur attirance pour un parti donné. En cela, le modèle de Michigan rejoint celui de Columbia. Et ces attitudes filtrent à leur tour leurs perceptions et influencent leur vote, elles composent leur « habitus » politique au sens où l'entendrait Pierre Bourdieu. »

MAYER Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Armand Colin, 2014.



Source : DANGLADE Nicolas, d'après Nonna Mayer.

Doc. 43 : « L'abstention comme défaut d'intégration sociale (la logique sociale de la non participation) »

L'explication du non-vote a suivi la même évolution que celle du vote. Son origine a d'abord été cherchée dans les caractéristiques sociales et politiques des électeurs. Puis l'accent s'est déplacé vers les caractéristiques de l'élection et les termes de l'offre politique. Les deux sont bien évidemment complémentaires. (…) Pour Lancelot (1968), *« l'abstentionnisme doit être considéré plutôt comme une norme culturelle conditionnée par des facteurs sociaux. La participation électorale (…) procède d'un facteur général qui est le degré d'intégration à la collectivité ».* Les femmes s'abstiennent alors plus que les jeunes, surtout les veuves et les célibataires. L'abstention est plus forte chez les jeunes et décroît avec l'âge, à mesure qu'ils s'installent dans la vie, finissent les études, trouvent un travail. elles est plus élevée chez les membres des minorités religieuses (protestants) ou les immigrés pas encore pleinement intégrés à la culture nationale (Français musulmans, rapatriés d'Afrique du nord). Elle est moins fréquente en milieu rural, où les liens d'interconnaissance restent forts, que dans les grandes villes, en particulier chez les nouveaux urbains ou dans les communautés complètement isolées et fermées au monde extérieur. Elle suit de près le statut socio-économique, atteignant des sommets chez les personnes socialement et culturellement défavorisées, culminant chez les manœuvres. Bref, l'abstentionnisme toucherait de préférence « les rôles sociaux subordonnés », tandis que les catégories dominantes participeraient nettement plus souvent. (…) Bourdieu dans la Distinction (1979), Gaxie dans le *Cens Caché* (1978) font la même analyse retraduite en termes de classe. Pour participer il faut être et se sentir politiquement compétent, l'incompétence objective et subjective reflète une position dominée dans la structure sociale et détourne des urnes. Le système politique tient à distance les individus les moins pourvus en capital social et culturel, il fonctionne comme le suffrage censitaire hier au profit des dominants, d'autant plus que la barrière est invisible. Les conclusions de Nie et Verba et de leurs collègues américains sont très similaires. (…) Les catégories favorisées cumulent les « ressources » et les compétences qui facilitent l'action. elles ont plus de chances d'avoir acquis, durant leur socialisation familiale, religieuse, professionnelle, à l'école, au travail, et dans les associations qu'elles fréquentent, les capacités (savoir lire, écrire, parler en public, communiquer) et les dispositions psychologiques (intérêt pour la politiquer, sentiment d'efficacité) qui facilitent la démarche électorale. (…) Les travaux sur le capital social vont dans le même sens, liant la participation électorale à la densité des réseaux associatifs, aux liens d'interconnaissance fondés sur la réciprocité et de confiance (Putnam, 2000).

Source : MAYER Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Armand Colin, 2014.

Doc. 44 : « Diplôme et abstention (en % des inscrits) »

	Ensemble	Sans diplôme	Inférieur au Bac	Bac	Supérieur au Bac
A voté aux deux tours	77	67	76	77	83
N'a voté qu'au 1er tour	5	4	5	5	4
N'a voté qu'au 2e tour	6	6	6	7	6
N'a voté à aucun des deux tours	13	23	13	11	7
Ensemble des inscrits	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Champ : Français inscrits sur les listes électorales en France métropolitaine, résidant en France.
Source : Insee, enquête Participation électorale 2012.

Doc. 45 : « Les abstentionnistes hors jeu et dans le jeu »

Les abstentionnistes « hors du jeu politique » se distinguent par un retrait de la politique, et par une certaine apathie. On les retrouve en plus grand nombre au sein des couches populaires, disposant d'un faible niveau d'instruction, parmi des catégories en difficulté d'insertion sociale, ainsi que dans les populations urbaines. On compte aussi un plus grand nombre de femmes. Ces absents plus constants de la scène électorale ne se reconnaissent pas dans jeu politique, ils ont trop de problèmes individuels pour investir la scène collective, et se sentent incompétents. Mais surtout ils sont davantage porteurs que les autres d'un refus et d'une contestation s'ils se déclarent en plus grand nombre que les autres favorables à un changement complet de société. Globalement, les « hors-jeu » contestent la société dans laquelle ils vivent. S'ils votaient ils seraient en nombre significatif plus sensibles aux thèses populistes ou d'extrême droite. Leur comportement s'inscrit dans une logique de refus du système social comme du système politique.

Mais l'abstention systématique est relativement faible et stable en France autour de 12 %. Si l'on ajoute les 5 % environ de personnes non inscrites sur les listes électorales, ce sont à peine deux Français sur dix qui restent totalement à l'écart de la décision électorale. C'est donc la part des abstentionnistes intermittents, tour à tour votants et non votants, qui s'est accrue au fil du temps pour créer un déficit de participation. Entre 1995 et 2002, on observe une baisse assez nette de la participation régulière : dénombrés sur l'ensemble de la présidentielle et des législatives en 2002, seuls 47 % des inscrits ont voté systématiquement aux quatre tours de scrutins alors qu'en 1995, lors de la présidentielle et des élections municipales, ils étaient 55 % dans le même cas. Un électeur sur cinq a participé a tous les scrutins sauf un en 2002 (19 %) contre un électeur sur sept en 1995, 13 % ont voté deux fois et 7,2 % une seule fois. Le retrait systématique aux quatre tours de scrutin du printemps 2002 n'a concerné que 13 % du corps électoral. Le mouvement de mobilisation électorale puis de démobilisation est l'une des particularités de la séquence électorale du printemps 2007. Un écart de 24 points sépare le fort taux de participation du premier tour présidentiel, confirmé au second tour (respectivement 84 %), et le faible taux de participation enregistré au premier tour des élections législatives, également confirmé au second tour (respectivement 60 %). Et de fait, nombre d'électeurs ont adopté un comportement électoral intermittent.

Cette intermittence de l'acte électoral est le signe d'un certain affaiblissement du devoir de voter et révèle des changements réels dans les représentations mêmes de la citoyenneté. À l'exception des pays où le vote est obligatoire, comme la Grèce, la Belgique ou encore le Luxembourg, le même constat peut être dressé dans de nombreux pays en Europe. L'abstention est un outil qui s'est peu à peu imposé dans la palette des outils démocratiques à la disposition des électeurs. Elle n'est pas seulement le signe d'un retrait ou d'un désinvestissement de la scène électorale. Pour des électeurs de plus en plus nombreux et dans le jeu politique, elle est considérée et utilisée comme une réponse électorale à part entière. Elle peut servir à exprimer leur malaise à l'égard d'une offre politique jugée insatisfaisante ou encore une sanction à l'encontre des Gouvernements sortants. Tantôt votants tantôt abstentionnistes, les Français rencontrent l'élection avec de plus en plus de doutes mais aussi de circonspection.

Source : MUXEL Anne, Cahiers du Conseil constitutionnel n° 23 (Dossier : La citoyenneté) - février 2008

Doc. 46 : « Taux d'inscription sur les listes électorales en France (en % des électeurs potentiels) »

Pays de naissance	Diplôme				
	Ensemble	Aucun	Inférieur au Bac	Bac	Supérieur au Bac
Ensemble	**93**	**85**	**93**	**94**	**96**
France	**94**	88	94	95	97
Étranger	**75**	64	77	77	83
Dont :					
*- immigrés**	***67***	*60*	*68*	*69*	*76*
- nés Français à l'étranger	***85***	*74*	*86*	*89*	*90*

* immigrés : nés étrangers à l'étranger.

Champ : Français nés avant le 21 avril 1994, résidant en France métropolitaine.

Source : Insee, enquête Participation électorale 2012

Doc. 47 : « Le profil sociologique et politique des différentes catégories d'abstentionnistes à l'élection présidentielle de 2007 »

	Abstentionnistes constants (n=102)	*Abstentionnistes intermittents (n=123)*	*Abstentionnistes au 1er tour et vote Royal au 2e tour (n=38) **	*Abstentionnistes au 1er tour et vote Sarkozy au 2e tour (n=45) **	*Ensemble des électeurs (n=2208)*
Hommes	38	56	40	51	48
Femmes	62	44	61	49	52
18-34 ans	31	32	47	35	30
35-49 ans	28	29	23	16	28
50-64 ans	17	18	13	13	21
65 ans et plus	24	21	8	36	21
< Bac	82	65	81	80	68
≥ Bac	18	35	19	20	32
Indépendants	22	16	15	50	17
Salariés du Public	30	24	32	13	30
Salariés du Privé	48	60	53	37	53
Catholiques	58	53	54	67	61
Sans religion	32	40	41	24	28
Autre religion	10	7	5	9	11
S'en sortent difficilement avec les revenus du foyer	56	60	90	58	59
S'intéressent à la politique	27	50	55	53	57
Positionnement politique :					
Gauche	13	34	32	7	36
Droite	15	22	11	44	33
Ni gauche, ni droite	49	33	53	41	27
Sans réponse	24	11	5	9	4
N'ont confiance ni dans la gauche, ni dans la droite pour gouverner	71	66	68	49	53
Ne participent que rarement ou jamais aux élections	41	22	55	27	19
Proches d'aucun parti politique	46	34	45	39	19
Ne croient pas en une amélioration des choses grâce à l'élection présidentielle	63	53	55	33	45
Jugent que la démocratie fonctionne bien	38	45	40	58	47
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Sources : PEF (2007), Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vagues V1P1 et P2, « Enquêtes pré- et post-électorales présidentielles 2007 ».
* Faibles effectifs.

Source : MUXEL Anne, « La mobilisation électorale, L'envers de 2002 et un sursaut généralisé », RFSP, 2007, n°57.

Doc. 48 : « Un exemple de socialisation interactive »

Beaucoup éléments inclinent H.A. vers la gauche mais sa situation personnelle récemment évolué dans un autre sens et on enregistre désormais quelques contradictions dans ses attitudes politiques.

H.A. a 50 ans, est née en Tunisie d'un père fonctionnaire de rang assez modeste et d'une mère couturière tous les deux juifs et orientés gauche. Sa famille est obligée de quitter la Tunisie après l'indépendance mais elle garde un excellent souvenir de son installation en métropole. Après son bac elle suit des études de lettres et participe aux mobilisations de 1968, elle découvre le féminisme et milite dans des organisations étudiantes juives, participe aux luttes et même aux bagarres contre les mouvements de droite et extrême droite. Après ses études elle devient professeur de français dans un lycée technique privé. Elle se marie avec un journaliste de télévision de dix ans plus âgé elle décrit comme un homme très brillant. Le couple est propriétaire une grande maison Versailles et une résidence secondaire sur la Côte Azur.

Elle se situe toujours gauche mais ses opinions semblent quelque peu évoluer. Elle déclare par exemple que « la droite centriste telle elle est hui lui convient car elle véhicule des idées de gauche finalement ». Elle porte elle aussi un jugement favorable sur Jacques Chirac. Ce vote été douloureux pour elle « quand j'ai voté pour lui je n'étais pas contente je me suis trahie un peu ». Elle établit une relation entre l'évolution de ses opinions et celle de sa situation : « Je suis un peu devenue une bourgeoise, j'ai voulu protéger mes biens d'une certaine manière. C'est vrai que j'ai à présent quelques biens de valeur et que je n'ai pas envie de payer des impôts de partout alors j'ai eu un vote assez égoïste. En fait, je suis moins altruiste ».

GAXIE Daniel, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », RFSP, février 2002.